

Publié le 26 Avril 2018

Daech

Trésor de guerre de l'Etat islamique : pourquoi il est si difficile d'assécher le financement du terrorisme



La conférence de lutte contre le financement de Daech et d'Al-Qaida s'est ouverte ce 25 avril à Paris, des spécialistes de la lutte anti-terroriste discuteront du financement du terrorisme international et les façons de l'entraver.



Avec [Eric Denécé](#)
[Voir la bio en entier](#)

La conférence de lutte contre le financement de Daech et d'Al-Qaida s'est ouverte ce 25 avril à Paris et réunira 70 Etats et près de 20 organisations internationales. Dans cet objectif de lutte contre le terrorisme, quels sont les principaux écueils qui s'opposent à une meilleure efficacité, dans un contexte où il apparaîtrait qu'une organisation comme l'Etat islamique serait parvenue à accumuler un trésor de guerre de plusieurs milliards de dollars ?

Eric Denécé : Les organisations terroristes se caractérisent par une créativité constante pour subvenir à leurs besoins. Ainsi, l'apparition de Daech a constitué un changement de paradigme, dans la mesure où, en se dotant

d'un proto-Etat, les membres de l'Etat islamique ont procédé à des trafics de pétrole grâce à la connivence de services étrangers, à l'institutionnalisation d'un impôt islamique et à l'investissement dans l'économie locale, en Irak et en Syrie. Agissant à la manière d'un Etat mafieux, ces terroristes ont su exploiter le tissu productif local pour renforcer leur emprise sur ces territoires et tisser des liens subversifs entre crime organisé et économie locale. L'Etat islamique a été capable d'opérer une prédation de grande ampleur sur les territoires sous son contrôle. Ses ressources proviennent à la fois de son butin de guerre (tout ce qui a pu être saisi au moment de la prise de contrôle du territoire) et de prédatons continues (mainmise sur les ressources du sous-sol - notamment le pétrole -, impôts et taxes prélevés sur l'économie et sur les populations, contrebande et trafics en tous genres, etc.). En 2015, Daech a même émis sa propre monnaie, en vigueur dans l'est de la Syrie. Il en a ensuite imposé l'usage, contraignant les populations à convertir leurs devises - livres syriennes et surtout dollars - pour s'acquitter des taxes, amendes et autres impôts. Au final, l'Etat islamique a récupéré des devises convertibles qu'il lui a été possible de transférer à l'extérieur, via la hawala ou des transports clandestins d'espèces transitant essentiellement par la Turquie. C'est très peu sophistiqué mais très efficace. En choisissant des implantations dans des régions où les États sont faibles et parfois faillis, les organisations terroristes maximisent leurs chances de tirer du sous-sol, des populations, de l'économie, du commerce et des trafics, des ressources financières stratégiques à leur survie, voire à leur expansion. C'est bien sûr le cas du Sahel, zone stratégique pour la France, où le business des rançons a permis aux groupes djihadistes locaux de se constituer un trésor de guerre.

Quels sont les points sur lesquels il serait véritablement possible d'être efficace en la matière ?

Rappelons d'abord que le financement du passage à l'acte terroriste lui-même n'est pas très onéreux. Les attentats du 11 septembre 2001 ont coûté, selon les sources, de 175 000 à 343 000 dollars ; ceux de Madrid, Londres, Manchester, Bruxelles, Stockholm ou Paris, quelques milliers d'euros ! Ne parlons pas des attaques à la hache, au couteau et à la voiture bélier ! Ces sommes sont si modestes qu'elles sont quasi indétectables au sein des flux financiers illégaux ou dans les mouvements monétaires courants. En effet, l'interpénétration des capitaux légaux et illégaux dans un système financier globalisé profite à la fois aux criminels de droit commun, aux Etats voyous et aux riches donateurs privés. Ils échappent donc aux capacités de surveillance et de contrôle des services de renseignement. Donc la lutte contre le financement de ce type d'actions est tout simplement impossible. En revanche, les financements en amont - recrutement et formation des opérateurs, logistique - sont nettement plus élevés, de même que les financements en aval, lorsqu'il s'agit de prendre en charge les familles des kamikazes ou de payer les opérations de chirurgie plastique des survivants qui doivent changer d'identité et de vie. En effet, ce qui coûte cher dans la violence politique à grande échelle – contrairement à la violence criminelle crapuleuse – c'est la mise en condition des exécutants pour participer à une opération dont ils ne seront pas directement bénéficiaires, surtout s'il s'agit d'une action kamikaze. Cette mise en condition demande des moyens importants et du temps, la location de locaux, la mise en condition sectaire, le développement de réseaux d'influence et de médias de propagande, l'assistance technique militaire pour les mouvements violents les plus structurés, la prise en charge des exécutants et de leur famille, etc. Ainsi, les organisations terroristes ont toujours besoin de ressources, non pas tant pour leurs opérations que pour leur fonctionnement quotidien. Aussi, l'argent constitue un angle d'attaque intéressant contre ces organisations, car en les privant de leurs ressources financières, il est possible de limiter significativement leur fonctionnement et d'empêcher leur développement. Mais ce n'est pas là chose aisée

Alors que les pétromonarchies ont pu être largement pointées du doigt sur ces questions, comment a pu évoluer la situation sur ce point ? Quel est le niveau de collaboration actuelle des Etats du Golfe sur la question du financement du terrorisme ?

De nombreux Etats continuent de soutenir ou de financer, directement ou indirectement, divers mouvements terroristes. Tout le monde sait parfaitement depuis près de trente ans d'où viennent les financements du djihad même si chacun feint la surprise quand l'Arabie saoudite accuse aujourd'hui le Qatar de soutenir et financer la violence salafiste. D'ailleurs, le lien entre le djihadisme et le wahhabisme est avéré depuis plus de deux siècles. La tribu des Saoud a régulièrement instrumentalisé le salafisme violent au service de ses intérêts, mais a systématiquement échoué à en contrôler les développements et effets pervers. On peut faire semblant de regarder ailleurs pour des raisons d'opportunité économique ou diplomatique comme on l'a fait pendant des années pour le Qatar, mais il serait dangereux d'ignorer ou de nier le phénomène. Et il serait totalement vain, dans ces

conditions, de prétendre inventer des martingales infaillibles pour neutraliser la violence djihadiste en ne s'attaquant même pas à ses véritables financements. Aujourd'hui, bien que le Qatar et l'Arabie saoudite ne puissent être imputés directement, subsistent de nombreux donateurs privés qui alimentent les réseaux salafistes et Frères musulmans de par le monde. Depuis 2003, le département américain du Trésor – peu suspect d'agressivité vis-à-vis des pétromonarchies - publie chaque année une liste de personnes ou d'organismes contribuant de manière significative au financement direct ou indirect de la violence salafiste. On y trouve une majorité de personnalités ou d'organisations pseudo caritatives et de fondations dites « pieuses » de la péninsule arabique, en particulier d'Arabie, telles que l'Islamic Relief, la Ligue Islamique mondiale, l'Organisation mondiale de la jeunesse musulmane, le Conseil mondial des mosquées, etc.